



# Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée  
17 octobre 2012  
Français  
Original: anglais

---

## Sixième session

Vienne, 15-19 octobre 2012

### Projet de rapport

*Rapporteuse:* Consolata **Kiragu** (Kenya)

#### Additif

### III. Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant

#### A. Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

1. À sa 4<sup>e</sup> séance, le 16 octobre 2012, la Conférence a examiné le point 2 a) de l'ordre du jour, intitulé "Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant: Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée". Elle était saisie pour ce faire des documents suivants:

a) Rapport du Secrétariat sur l'élaboration d'un recueil d'affaires de criminalité transnationale organisée (CTOC/COP/2012/11);

b) Note du Secrétariat sur l'estimation des ressources financières nécessaires pour le mécanisme d'examen de l'application de la Convention contre la criminalité organisée et des Protocoles s'y rapportant (CTOC/COP/2012/14);

c) Note du Secrétariat sur l'état des ratifications de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant au 1<sup>er</sup> octobre 2012 (CTOC/COP/2012/CRP.1, en anglais seulement);

d) Note du Secrétariat faisant le point sur le développement du logiciel d'enquête omnibus devant permettre de recueillir des informations sur l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant (CTOC/COP/2012/CRP.2, en anglais seulement);



e) Rapport du Secrétariat sur l'évaluation du programme pilote d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (CTOC/COP/2012/CRP.3, en anglais seulement);

f) Document officiel présenté par le Mexique sur le Consensus de Chapultepec et la mise en place de la stratégie continentale de coopération contre la criminalité transnationale organisée (CTOC/COP/2012/CRP.5, en anglais et espagnol seulement).

2. Des représentants du Secrétariat ont fait une déclaration liminaire et une présentation audiovisuelle.

3. Des déclarations ont été faites par les représentants de la Norvège, de la Roumanie, des États-Unis et du Liban.

4. L'observateur du Japon a aussi fait une déclaration.

### **Délibérations**

5. Les orateurs ont appelé les États à ratifier la Convention contre la criminalité organisée et les Protocoles s'y rapportant et à en appliquer les dispositions. Il a aussi été souligné qu'il importait que la Convention soit utilisée comme fondement de la coopération judiciaire internationale.

6. Les orateurs ont pris note avec satisfaction du rôle joué par l'ONUDC en matière d'assistance technique aux États. Ils ont aussi indiqué que, pour la bonne application de la Convention, il était nécessaire d'adopter un mécanisme d'examen de l'application de la Convention contre la criminalité organisée et des Protocoles s'y rapportant.

7. Les orateurs ont salué les progrès réalisés depuis la précédente session de la Conférence dans le cadre du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, ainsi qu'à l'occasion de consultations informelles qui avaient été animées par le Mexique avec une volonté d'aller de l'avant. Les efforts déployés par l'ONUDC pour fournir les informations requises, en particulier en ce qui concernait les mesures d'économie, et les améliorations apportées au logiciel complet d'auto-évaluation (logiciel d'enquête "omnibus") ont également été notés. En outre, les orateurs ont fait observer qu'un accord était intervenu sur la plupart des chapitres des termes de référence du Mécanisme d'examen et que l'on s'était attaché à tenir compte des enseignements tirés de l'expérience et à assurer un bon rapport coût-efficacité.

8. Les États se sont déclarés prêts à étudier d'autres points de vue et à faire preuve d'esprit constructif pour résoudre les deux questions qui devaient encore l'être, à savoir le financement du Mécanisme et la participation d'observateurs.

9. Des États ont exprimé des avis divergents quant à savoir si le Mécanisme devait être financé au moyen de contributions extrabudgétaires exclusivement ou au moyen de fonds provenant en partie du budget ordinaire, en partie de contributions extrabudgétaires, et quant aux modalités de la participation d'observateurs au Mécanisme.

10. Les États ont aussi abordé les dispositions provisoires des termes de référence du Mécanisme concernant la participation d'observateurs aux sessions du Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme.